



Sultani Modèle Francophone des Nations Unies

2026

GUIDE D'ÉTUDE

AG3 : Décolonisation

La résurgence des mouvements anti-France et l'héritage colonial

Co-Président: Ali Gök

Co-Président: Azra Irkılata

Tables des Matières

Bibliographie

1.Lettres

- 1.1-Lettre de Notre Secrétaire Général
- 1.2-Lettre de Notre Présidence

2.Introduction

- 2.1 Introduction au Comité
- 2.2-Introduction au Sujet

3.Mots-clés

4.Contexte historique

- 4.1-Manifestations Précoces
- 4.2-Griefs politiques et en matière de politique étrangère
 - 4.2.1-Interventionnisme Français et Ambitions Impériales
 - 4.2.2-Politiques d'Après-Guerre et Gaullisme
- 4.3-Manifestations en Europe
 - 4.3.1-Royaume-Uni
 - 4.3.2-Allemagne
 - 4.3.3-Autres pays européens
- 4.4-Sentiment Postcolonial en Afrique
 - 4.4.1-*Période coloniale de l'Afrique (XVe - XXe siècle)*
 - 4.4.2-Françafrique et Les luttes pour l'indépendance en Afrique du Nord et de l'Ouest
- 4.5-Opinions anti-françaises en Asie et au Moyen-Orient

- 4.5.1-Anciennes Colonies Indochinoises
- 4.5.2-Contextes du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud
- 4.6-Sentiment en Amérique et en Océanie
 - 4.6.1-États-Unis
 - 4.6.2-Le Canada, Haïti et d'Autres Cas Américains

5.État Actuel

- 5.1-Un Bref Résumé
- 5.2-Crises dans la région du Sahel et retraits récents (années 2010-present)
- 5.3-L'Impact de l'Affaire Samuel Paty : Manifestations et Tensions Internationales
- 5.4-Agitations en Nouvelle-Calédonie

6.Implémentations Précédentes

- 6.1-Ajustements de la Politique Française
- 6.2-Actions de l'ONU et d'Autres Organisations Internationales

7.Parties Impliquées

8.Impact du Conflit sur les Civils

9.Questions à Répondre

10.Références

1.1 - Lettre de Notre Secrétaire Générale

Distingués Conseillers, Chers Délégués et Honorables Participants,

C'est un immense honneur et un privilège de vous accueillir au sein du prestigieux Lycée Galatasaray, du 27 février au 1er mars, pour cette nouvelle session du Modèle Francophone des Nations Unies (MFNU).

Notre institution, riche d'une tradition séculaire d'excellence et de dialogue entre les cultures, offre le cadre idéal pour cette simulation diplomatique. À une époque où les équilibres mondiaux sont mis à l'épreuve, il est essentiel que la jeunesse s'empare des grands enjeux internationaux. Ce forum n'est pas seulement un exercice d'éloquence, mais une véritable plateforme de réflexion où l'empathie et la négociation deviennent des outils de résolution de crise.

Durant ces trois jours de débats intenses, vous serez appelés à incarner les valeurs fondamentales de la diplomatie : l'écoute, le compromis et la solidarité. Que vous soyez délégués expérimentés ou néophytes, je vous encourage à faire preuve d'audace dans vos propositions et de rigueur dans vos argumentations.

L'équipe organisatrice a travaillé avec passion et dévouement pour vous offrir une expérience académique de haut niveau, enrichie par le cadre historique de notre école. Nous espérons que cette conférence sera pour vous un lieu d'apprentissage fructueux et le point de départ d'amitiés durables.

Je vous souhaite à toutes et à tous une excellente conférence, marquée par l'esprit de coopération et la passion du débat.

Au plaisir de vous rencontrer dans les couloirs de Galatasaray.

Cordialement,

1.2 - Lettre de Notre Présidence

Distingués Délégués,

C'est un immense honneur et un grand plaisir de vous accueillir à cette session de SultaniMFNU. Je m'appelle Ali Gök, je suis élève en classe de seconde au Lycée de

Galatasaray et j'aurai le privilège de servir en tant que Président du comité AG3 : Décolonisation.

Je souhaite à chacun d'entre vous une excellente conférence et une expérience de comité enrichissante, marquée par un environnement convivial et un épanouissement académique. Notre ordre du jour cette année, « *La résurgence des mouvements anti-France et l'héritage colonial* », aborde un chapitre critique et actuel des relations internationales. Nous avons pour devoir d'analyser la montée du sentiment anti-français, particulièrement en Afrique francophone, non pas comme un événement isolé, mais comme le symptôme d'une décolonisation souvent perçue comme inachevée.

Au sein de ce comité, nous devons aller au-delà des apparences pour comprendre la persistance des mécanismes économiques, militaires et politiques souvent qualifiés de néo-coloniaux qui alimentent ces tensions. Il est attendu de vous que vous examiniez la légitimité de ces revendications, que vous remettiez en question les structures historiques de la « Françafrique » et que vous naviguiez à travers les traumatismes complexes du passé. Mon attente est que vous dépassiez la simple rhétorique pour construire des solutions solides et durables, capables de refonder ces relations bilatérales sur la base d'une souveraineté réelle et d'une mémoire partagée apaisée.

Ce guide d'étude vous aidera à appréhender les informations fondamentales nécessaires à la tenue de débats fructueux. Néanmoins, vous êtes vivement encouragés à approfondir vos recherches sur le sujet par vous-mêmes. Si vous avez une question concernant l'ordre du jour ou le comité, n'hésitez pas à me contacter via mon adresse e-mail : ustadaligok@gmail.com

Bien à vous,

2 - Introduction

2.1 - Introduction au comité



'Réunion de l'Assemblée générale des Nations unies , illustrant le cadre multilatéral historique des débats sur la décolonisation'

Le Comité spécial des questions politiques et de la décolonisation (SPECPOL) est également connu sous le nom de quatrième comité de l'Assemblée générale des Nations unies. Il relève de l'Assemblée générale des Nations unies, ce qui signifie qu'il s'agit d'un organe délibérant au sein du système des Nations unies. Le Comité spécial des questions politiques et de la décolonisation (SPECPOL) a été initialement créé pour traiter les questions liées aux processus de décolonisation des régions encore sous contrôle colonial. Cependant, la mission du SPECPOL s'est élargie à des questions politiques plus générales et aux crises contemporaines après la fusion du Comité politique spécial et du Comité de décolonisation par la résolution 47/233 en 1993.

Le comité se concentre principalement sur les efforts de décolonisation, qui ont historiquement eu lieu en Afrique, dans le Pacifique et dans les Caraïbes. Cependant, en raison de l'intensification des efforts de décolonisation, le SPECPOL s'intéresse désormais aux territoires qui ne sont pas autonomes. Il traite également de questions telles que les effets des radiations atomiques, les opérations de maintien de la paix et les droits de l'homme des groupes marginalisés. Il participe également à l'exploration spatiale et aux discussions sur l'utilisation pacifique et sûre de l'espace extra-atmosphérique.

Le Comité spécial des questions politiques et de la décolonisation (SPECPOL) a joué un rôle crucial dans la discussion et l'approbation des efforts de maintien de la paix de l'ONU, ainsi que dans le transfert de plus de 80 zones vers l'indépendance ou l'autonomie. Les limites du SPECPOL comprennent des résolutions non contraignantes, un manque d'autorité exécutive et une impasse politique des États membres, ce qui cause souvent des difficultés dans l'application des résolutions du comité. Le SPECPOL a un mandat large qui va au-delà des questions politiques traditionnelles.

Le comité fonctionne par consensus et adopte environ 50 projets de résolution par réunion annuelle. Le Comité spécial des questions politiques et de la décolonisation (SPECPOL) étant l'un des six principaux comités de l'Assemblée générale des Nations unies, les 193 États membres composent le comité. Contrairement à la plupart des autres organes des Nations unies, il n'y a pas de débat général au sein du comité, mais celui-ci établit un ordre du jour, où les sujets sont soumis par les États membres, puis classés et hiérarchisés en fonction de leur priorité pour être discutés.

La procédure de résolution standard est utilisée, avec des projets de résolution et des amendements, et se termine par un vote. Ce processus se répète pour chaque sujet en discussion jusqu'à ce que l'ordre du jour soit épuisé ou qu'il n'y ait plus suffisamment de temps pour continuer.

SPECPOL est aujourd'hui un forum important pour les débats qui ne relèvent pas de la compétence du Conseil de sécurité. L'héritage du comité reste lié au droit des peuples à l'autodétermination et à la protection de la souveraineté. Son rôle reste clair dans les questions mondiales actuelles. Celles-ci comprennent, sans s'y limiter, le conflit à Gaza et le différend sur le Sahara occidental. Ces cas montrent que SPECPOL a toujours un poids politique sur la scène mondiale. En travaillant sur ces questions, le comité crée des opportunités de coopération mondiale et contribue à promouvoir la paix et la sécurité pour tous.

2.2 - Introduction au Sujet

Le sujet « La résurgence des mouvements anti-France et l'héritage colonial » invite à disséquer une crise systémique qui secoue l'architecture des relations internationales françaises. Loin d'être un phénomène anecdotique, la montée du sentiment anti-français est le symptôme d'une rupture tectonique. Elle s'étend de l'Afrique de l'Ouest (Sahel), où des États

rompent brutalement avec l'ancienne métropole, jusqu'aux territoires d'Outre-mer (Pacifique, Caraïbes), en proie à des crises identitaires et sociales majeures.

Ce sujet impose d'analyser comment le passé colonial, perçu comme non soldé, alimente les colères présentes. Il demande aux délégués de comprendre l'imbrication entre des revendications locales légitimes (souveraineté monétaire, dignité, coût de la vie) et leur instrumentalisation par des puissances rivales dans le cadre d'une guerre hybride mondiale. L'enjeu est de déterminer si nous assistons à la « fin de la Françafrique » et au début d'une nouvelle ère de souveraineté réelle, ou à un simple basculement vers de nouvelles dépendances géopolitiques.

3 - Mots-Clés

Décolonisation : Processus par lequel un pays colonisé regagne son indépendance politique, ainsi que son autonomie culturelle, éducative et intellectuelle face à la puissance colonisatrice.

Le Panafricanisme : C'est un mouvement idéologique et politique qui prône la solidarité et l'unité de tous les peuples d'Afrique et de sa diaspora. Il vise à dépasser les frontières héritées de la colonisation pour bâtir une Afrique souveraine, capable de résister aux influences étrangères et de gérer ses propres richesses de manière indépendante.

Le Sentiment Anti-Français : Ce terme décrit le rejet grandissant de l'influence politique, militaire et économique de la France dans ses anciennes colonies africaines. Plus qu'une haine, c'est une critique de l'ingérence (la « Françafrique ») et une revendication de souveraineté totale, exigeant des relations d'égal à égal plutôt qu'une tutelle paternaliste perçue comme néocoloniale.

Néocolonialisme : Système par lequel une puissance maintient une domination de fait sur un État juridiquement indépendant. Cela passe par le contrôle de l'économie, la présence militaire et l'influence culturelle, empêchant l'État dominé de jouir de sa pleine souveraineté.

Françafrique : Terme décrivant le réseau opaque de relations politiques, militaires et affairistes tissé par la France avec ses anciennes colonies d'Afrique subsaharienne au moment des indépendances (années 1960). Piloté historiquement par la « cellule

africaine » de l'Élysée , ce système visait à sécuriser l'accès aux matières premières stratégiques en échange d'une protection militaire des régimes alliés.

Impérialisme culturel : Phénomène par lequel une culture dominante impose ou promeut activement ses valeurs, sa langue, ses normes sociales et son mode de vie à d'autres sociétés, conduisant souvent à l'affaiblissement ou à la marginalisation des cultures locales.

Alliance des États du Sahel (AES) : Organisation de défense mutuelle et d'intégration créée en septembre 2023 par la signature de la Charte du Liptako-Gourma entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Ces trois pays, dirigés par des juntes militaires après des coups d'État, ont quitté la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et rompu leurs accords avec la France, prônant une souveraineté radicale.

Franc CFA / Éco : Monnaie commune à plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, dont la convertibilité était historiquement garantie par le Trésor français. Perçu par ses critiques comme un outil de "servitude monétaire" freinant le développement économique, il est au cœur des revendications souverainistes. Le projet de le remplacer par une monnaie unique régionale, l'« Éco », est prévu à l'horizon 2027 mais rencontre des obstacles politiques et techniques majeurs.

4. Contexte Historique

4.1 - Manifestations Précoces



'The Gate of Calais: O! The Roast Beef of Old England' de William Hogarth dépeint la France comme une culture oppressive, pauvre et arriérée.

Le sentiment anti-français s'enracine dans la Guerre de Cent Ans (1337–1453), où la propagande anglaise justifiait les revendications territoriales en célébrant les victoires de Crécy (1346) et Poitiers (1356) comme une punition divine contre la « fourberie » française. Cette hostilité s'est intensifiée avec la Guerre williamite (1689–1691) et la Guerre de Succession d'Autriche (1748).

Les rivalités se sont étendues aux Guerres d'Italie (1494–1559), la Bataille de Pavie (1525) soulignant l'expansionnisme français. Sous Louis XIV (r. 1643–1715), des campagnes agressives comme la Guerre de Dévolution (1667–1668) et la Guerre de Hollande (1672–1678) ont poussé l'Europe à former des alliances (Triple Alliance) contre l'hégémonie absolutiste.

La Révolution (1789–1799) et l'exécution de Louis XVI (1793) ont provoqué la Première Coalition (1792). Le ressentiment a culminé durant les Guerres napoléoniennes (1803–1815). L'imposition du système continental a déclenché des révoltes nationalistes, comme le Dos de Mayo (1808) en Espagne et les Guerres de libération (1813) en Allemagne. La guérilla

espagnole a causé plus de 200 000 pertes françaises, ancrant durablement l'image d'une France belliqueuse en Europe.

4.2-Griefs politiques et en matière de politique étrangère

4.2.1 - Interventionnisme Français et Ambitions Impériales

Les ambitions impériales de la France se sont développées à travers des conquêtes coloniales agressives au XIXe et au début du XXe siècle, établissant l'un des plus grands empires de l'histoire, couvrant environ 12,3 millions de kilomètres carrés pendant l'entre-deux-guerres. Ces efforts comprenaient la pacification brutale de l'Algérie à partir de 1830, qui impliquait l'expropriation systématique des terres et la répression de la résistance locale, avec comme point culminant la guerre d'indépendance algérienne de 1954 à 1962, qui a fait entre 400 000 et 1,5 million de morts parmi la population algérienne. Ces campagnes ont nourri un profond ressentiment parmi les populations colonisées, qui considéraient la domination française comme exploiteuse et culturellement méprisante, avec des pratiques telles que le travail forcé et un statut juridique inégal renforçant le sentiment de supériorité inhérente.

Après l'indépendance, la France a poursuivi son interventionnisme dans le cadre de la politique de la Françafrique, officialisée par des accords de défense qui permettaient une présence militaire et des réponses rapides à l'instabilité politique dans les anciennes colonies. À partir de 1963, la France a mené au moins 31 interventions militaires en Afrique, principalement dans les États francophones, souvent pour soutenir des régimes alliés contre des coups d'État ou des rébellions, comme en témoignent l'opération menée au Gabon en 1964 pour rétablir le président Léon Mba et les multiples déploiements au Tchad dans les années 1960-1980 pour contrer les insurgés du nord. Ces actions, bien que justifiées par Paris comme des efforts de stabilisation, ont souvent été critiquées comme des manœuvres néocoloniales visant à protéger des intérêts économiques, tels que l'approvisionnement en uranium du Niger et l'accès aux marchés, exacerbant les griefs locaux concernant l'érosion de la souveraineté.

4.2.2 - Politiques d'Après-Guerre et Gaullisme



'Affiche de propagande du Rassemblement du Peuple Français (RPF) de 1947 mettant en scène Charles de Gaulle.'

Le retour au pouvoir de Charles de Gaulle en juin 1958, dans le contexte de la crise de la guerre d'Algérie, a marqué le début de la politique étrangère gaulliste, qui privilégiait l'autonomie stratégique de la France, l'indépendance nucléaire grâce à la force de frappe développée à partir de 1960 et la résistance à la domination anglo-américaine perçue dans les alliances occidentales. De Gaulle considérait l'OTAN, créée en 1949 avec un soutien financier et militaire important des États-Unis (dont plus de 2,3 milliards de dollars d'aide au titre du plan Marshall à la France entre 1948 et 1952), comme subordonnant la souveraineté française au commandement américain. Cette position, qui trouvait son origine dans le ressentiment de De Gaulle après la crise de Suez en 1956, positionnait la France comme une troisième force entre les superpuissances, ce qui renforçait chez les alliés le sentiment d'ingratitude envers ceux qui les avaient libérés pendant la guerre et aidés après celle-ci. L'opposition de De Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne illustre bien l'assurance gaulliste, qui culmine avec son veto du 14 janvier 1963, lors d'une conférence de presse où il avertit que les « relations spéciales » du Royaume-Uni avec les États-Unis et les liens avec le Commonwealth transformeraient la CEE en une extension atlantique. Un deuxième veto suit en novembre 1967. Ces actions ont provoqué une vive réaction au Royaume-Uni, où les médias et l'opinion publique ont qualifié de Gaulle de « pompeux et acerbe », amplifiant les clichés francophobes sur l'élitisme français et la trahison de l'unité européenne au profit de l'agrandissement national. La frustration britannique découlait d'années de négociations depuis la candidature du Royaume-Uni en 1961, les vetos étant considérés comme une exclusion punitive motivée par la grandeur gaulliste plutôt que par une incompatibilité économique. Le retrait de l'OTAN en 1966 a intensifié la fracture transatlantique, avec l'annonce faite par de Gaulle le 7 mars exigeant le retrait de toutes les troupes étrangères, du quartier général de

l'OTAN et des commandements intégrés du territoire français d'ici avril 1967, tout en conservant son adhésion politique. Le président américain Lyndon B. Johnson a exprimé sa profonde inquiétude dans une lettre datée du 22 mars, soulignant la perturbation de la défense collective dans le contexte des menaces de la guerre froide. Les réactions américaines ont qualifié cette décision de profondément ingrate, compte tenu de la protection apportée à la France par l'OTAN depuis 1949 ; des membres du Congrès tels que Mendel Rivers ont qualifié de Gaulle d' "homme le plus ingrat" et ont appelé à des représailles économiques, telles que la suspension de l'aide. Cette politique, qui a entraîné le déménagement de 60 installations américaines et le retrait de 29 000 soldats, a renforcé l'image du gaullisme comme un égoïsme perturbateur, érodant la cohésion de l'alliance et alimentant les discours anti-français persistants dans les cercles politiques américains.

4.3-Manifestations en Europe

4.3.1 - Royaume-Uni

Le sentiment anti-français britannique s'enracine dans une rivalité historique marquée par 13 guerres majeures, de la Conquête de 1066, à Waterloo en 1815. Au XVIII^e siècle, la satire de Hogarth (1748) cristallisait déjà le mépris pour la "décadence" française. Cette hostilité s'est ravivée lors de la Seconde Guerre mondiale avec la capitulation de juin 1940 et le régime de Vichy, aggravée par l'attaque de Mers-el-Kébir causant 1 297 morts français.

Aujourd'hui, les tensions culturelles persistent. Un sondage de 2008 révélait que 86 % des jeunes Britanniques validaient les stéréotypes négatifs. Le Brexit a exacerbé ces frictions, notamment lors de la crise de la pêche à Jersey en 2021, faisant chuter les opinions favorables envers la France à environ 25 %. Malgré la coopération militaire des traités de Lancaster House (2010), la rhétorique politique conservatrice continue d'exploiter cette méfiance historique.

4.3.2 - Allemagne

L'animosité allemande naît durant les Guerres napoléoniennes (1803–1815) et la dissolution du Saint-Empire en 1806, perçues comme une tyrannie française. Ce sentiment s'est cristallisé au XIX^e siècle autour de l'*Erbfeindschaft* (inimitié héréditaire), culminant avec la Guerre franco-prussienne (1870–1871), qui fit 1,4 million de victimes et entraîna l'annexion de l'Alsace-Lorraine. La propagande de la Première Guerre mondiale a ensuite renforcé les stéréotypes de décadence morale.

Toutefois, la dynamique s'est radicalement inversée après 1945 grâce au Traité de l'Élysée (1963). La réconciliation a transformé l'hostilité en partenariat stratégique. Les enquêtes contemporaines montrent une disparition quasi totale du ressentiment : un sondage de 2025 indique que 85 % des Allemands jugent la France comme un partenaire fiable. Bien que des

divergences économiques subsistent, le pragmatisme domine désormais, effaçant les traces des conflits séculaires au profit de la construction européenne.

4.3.3 - Autres pays européens

Dans le reste de l'Europe, le sentiment anti-français puise essentiellement ses origines dans les traumatismes des guerres napoléoniennes et les clivages culturels structurels.

En Espagne, la mémoire collective reste profondément marquée par la Guerre d'indépendance (1808-1814) contre l'occupation napoléonienne. Ce conflit, ayant causé plus de 300 000 morts parmi les combattants et civils, a durablement ancré l'image de la France comme un agresseur impérial dans l'historiographie nationale. Cette perception historique continue de teinter les relations culturelles, au-delà des simples rivalités de voisinage.

En Italie, bien que les échanges commerciaux soient majeurs, la méfiance trouve ses racines dans les anciennes disputes territoriales et les incursions militaires françaises passées. Ce substrat historique nourrit une rivalité latente qui transcende les crises politiques épisodiques.

La Suisse conserve, notamment dans ses cantons germanophones, le souvenir de la République helvétique imposée par la France révolutionnaire en 1798. Structurellement, les tensions dans les zones frontalières comme Genève découlent moins d'événements récents que d'une pression démographique et économique durable exercée par la main-d'œuvre frontalière sur les ressources locales.

Enfin, en Belgique, le sentiment anti-français est indissociable du nationalisme flamand. Il s'agit d'une opposition historique et linguistique profonde où la Flandre, économiquement dominante (avec un écart structurel de PIB par habitant, 45 000 € contre 35 000 € en Wallonie), rejette l'influence culturelle française. Ce rejet cible un modèle étatique perçu comme une menace pour l'identité néerlandaise et l'innovation économique du nord.

4.4 - Sentiment Postcolonial en Afrique

4.4.1 - Période coloniale de l'Afrique (XVe - XXe siècle)

La colonisation de l'Afrique commence au XVe siècle avec les Portugais, qui arrivent sur les côtes ouest-africaines en 1444. Cela marque le début d'une période d'échanges

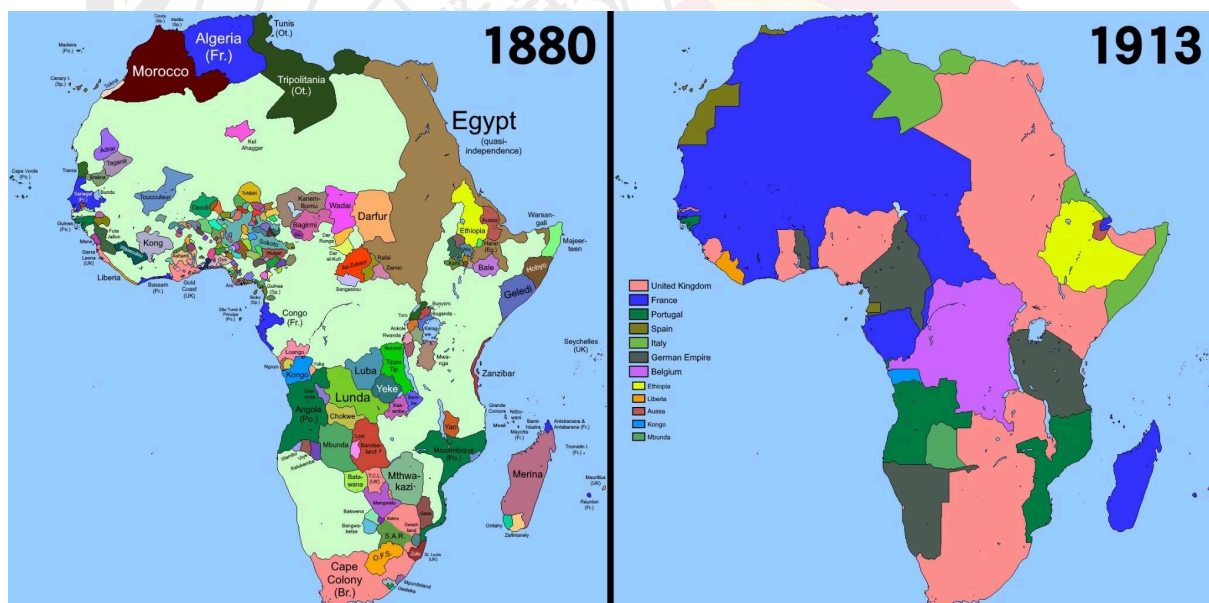
commerciaux. Pendant cette période, entre 12 et 15 millions d'Africains sont déportés vers les Amériques, avec l'aide de pouvoirs européens. Durant cette période (jusqu'à la Conférence de Berlin en 1884), l'Afrique était considérée avant tout comme une source de main-d'œuvre et de ressources à travers le commerce triangulaire, mais n'est pas encore réellement colonisée.

Le système esclavagiste connaît des abolitions successives : le Danemark en 1792, le Royaume-Uni en 1833, la France en 1848, et les États-Unis en 1865 à l'issue de la guerre de Sécession. Ces abolitions métamorphosent profondément les échanges économiques : la traite transatlantique cède progressivement la place à des formes de commerce plus diversifiées, mais aussi à l'émergence du « commerce légitime » qui servira de justification et de prélude à la colonisation effective du continent après le partage de l'Afrique acté à la Conférence de Berlin.



‘Caricature illustrant le chancelier allemand Otto von Bismarck divisant l’Afrique lors de la Conférence de Berlin (1884-1885).’

Un changement majeur s'opère avec la Conférence de Berlin, organisée entre 1884 et 1885, où 14 puissances coloniales européennes notamment le Royaume-Uni, la France et le Portugal mais aucun représentant africain se réunissent pour “se partager” l'Afrique. Ce “partage” consistait à délimiter de manière arbitraire les zones d'influence et les futurs territoires coloniaux en Afrique entre les puissances européennes, sans aucune consultation des populations locales et en ignorant totalement les réalités ethniques, culturelles et historiques du continent. Pendant la conférence, le principe de « l'occupation effective » est introduit, obligeant chaque puissance à prouver qu'elle contrôle les territoires qu'elle revendique. Ce principe a accéléré la course à la colonisation, poussant les Européens à établir une administration militaire et économique sur le terrain pour consolider leurs revendications, menant ainsi au découpage artificiel de l'Afrique que nous connaissons aujourd'hui.



‘Une Carte de la « Colonisation d’Afrique » soulignant la différence entre 1880 et 1913’

En 1914, à la veille de la Première Guerre mondiale, près de 90% de l'Afrique est colonisée. Les seuls territoires indépendants étaient le Libéria (ancienne colonie américaine devenue indépendante en 1847) et l'Ethiopie. Pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), même si les combats ont eu lieu principalement en Europe, les colonies africaines ont été utilisées pour fournir des troupes et des ressources. Entre les années 1920 et 1930, les puissances coloniales renforcèrent leur emprise à travers

le travail forcé et l'exploitation des cultures d'exportation. Dans les colonies françaises, la politique d'assimilation visait à former des « Noirs français ».

La Seconde Guerre mondiale (1939-1945) constitua un tournant. A partir de la fin des années 1940, les mouvements de décolonisation s'amplifient : partis politiques, syndicats, grèves, manifestations et pressions internationales contraignirent peu à peu les puissances européennes à négocier les indépendances. Ainsi, en 1960, surnommée « l'année de l'Afrique », pas moins de dix-huit colonies accèdent à la souveraineté internationale. Pourtant, si les Etats africains deviennent politiquement indépendants, les systèmes éducatifs hérités de la colonisation utilisant les langues coloniales, suivant des programmes euro-centrés et reproduisant des structures hiérarchiques demeurent largement inchangés, limitant ainsi l'émancipation culturelle et cognitive des nouvelles nations.

4.4.2 - Françafrique et Les luttes pour l'indépendance en Afrique du Nord et de l'Ouest

Les massacres de Sétif et Guelma, le 8 mai 1945, ont marqué une escalade décisive dans la résistance algérienne à la domination française, survenant le jour même des célébrations de la victoire en Europe lors de la Seconde Guerre mondiale. Les nationalistes algériens, qui manifestaient pour l'indépendance, se sont affrontés avec les colons français et les forces de sécurité, provoquant une riposte brutale de la France impliquant les troupes coloniales, les milices et des frappes aériennes qui ont tué entre 6 000 et 45 000 Algériens au cours des semaines suivantes, les estimations variant selon les sources en raison de la suppression des archives. Cette répression, qui comprenait des incendies de villages et des exécutions sommaires, a radicalisé toute une génération d'Algériens, transformant les demandes de réforme en appels à la lutte armée et érodant toute légitimité restante des politiques d'assimilation françaises.

La guerre d'indépendance algérienne, qui éclata le 1er novembre 1954 avec des attaques coordonnées du Front de libération nationale (FLN), illustra la profondeur de l'animosité anti-française forgée par les griefs coloniaux. D'une durée allant jusqu'aux accords d'Évian du 18 mars 1962, le conflit a donné lieu à une guérilla, à des attentats à la bombe dans les villes et à des tactiques françaises de contre-insurrection, notamment des actes de torture généralisés documentés dans des rapports militaires français et des enquêtes parlementaires ultérieures, qui ont touché des dizaines de milliers de détenus. Les pertes algériennes se sont élevées à entre 300 000 et 1,5 million de personnes, comprenant les combattants, les civils pris pour cible par la violence interne du FLN et ceux qui ont été tués ou déplacés par les opérations françaises telles que les barrières électrifiées de la ligne Morice et la réinstallation de plus de 2 millions d'Algériens ruraux dans des camps. Les pertes françaises comprenaient environ 25 000 soldats et des milliers de colons européens (pieds-noirs), ce qui a alimenté les

récriminations mutuelles mais a ancré dans la mémoire nationale algérienne un récit de résistance existentielle contre ce qui était perçu comme une intention génocidaire, tel qu'articulé par les dirigeants du FLN.

En revanche, les luttes pour l'indépendance au Maroc et en Tunisie se sont déroulées avec moins d'effusions de sang, ces pays obtenant leur souveraineté en 1956 grâce à des négociations, dans un contexte de pressions plus larges sur la France pour qu'elle donne la priorité à l'Algérie. Le sultan du Maroc Mohammed V, exilé en 1953 pour ses tendances nationalistes, est revenu pour diriger un mouvement qui a obtenu l'indépendance le 7 avril 1956, tandis que la Tunisie a suivi le 20 mars sous la direction du parti Néo-Destour de Habib Bourguiba, tous deux tirant parti de l'opinion internationale après la Seconde Guerre mondiale et des troubles internes tels que les émeutes à Casablanca. Cependant, ces nations nourrissaient un ressentiment à l'égard de la suppression de la gouvernance locale et de l'exploitation économique par les protectorats français, offrant un refuge aux combattants du FLN et tendant les relations avec Paris, qui considérait ce soutien comme une trahison.

La décolonisation de l'Afrique de l'Ouest par la France, qui s'est étendue de la fin des années 1950 au début des années 1960, a donné lieu à moins de guerres à grande échelle, mais à des tensions violentes persistantes, enracinées dans des systèmes de travail forcé tels que la corvée, qui ont perduré jusque dans les années 1940 et contraint des millions de personnes à participer à des projets d'infrastructure dans des conditions difficiles, contribuant à des révoltes comme celles qui ont eu lieu pendant les campagnes de conscription de la Première Guerre mondiale. Les réformes de la loi-cadre de 1956 ont accordé une autonomie limitée, aboutissant au référendum de 1958 où la plupart des territoires ont opté pour l'appartenance à la communauté plutôt que pour l'indépendance totale, à l'exception de la Guinée sous Sékou Touré, qui a voté contre et a dû faire face au retrait des actifs, des administrateurs et de l'aide française, ce qui a dévasté son économie et illustré les tactiques néocoloniales punitives. Les épisodes de répression, notamment au Cameroun où les forces françaises ont combattu le soulèvement de l'Union des peuples du Cameroun (UPC) à partir de 1955 par des bombardements aériens et des rasages de villages reconnus par le président Macron en 2023 comme des « violences répressives » ont tué des dizaines de milliers de personnes et instillé une méfiance durable à l'égard des motivations françaises. Cette dynamique, combinant coercition économique et brutalité sporadique, a favorisé un sentiment anti-français latent qui considérait l'indépendance comme incomplète sans la rupture des liens avec l'influence parisienne.

4.5 - Opinions anti-françaises en Asie et au Moyen-Orient

4.5.1 - Anciennes Colonies Indochinoises

La colonisation française de l'Indochine débute en 1858 par l'invasion de la Cochinchine et s'étend au Vietnam, Laos et Cambodge dans les années 1880. L'exploitation économique et le travail forcé provoquent immédiatement des résistances, notamment le soulèvement Cần Vương (1885–1889). La répression s'intensifie durant l'entre-deux-guerres, marquée par l'exécution de plus de 100 rebelles vietnamiens lors de la mutinerie de Yên Bái en 1930.

La Seconde Guerre mondiale (1940–1945) et l'occupation japonaise fragilisent l'autorité coloniale, permettant à Hồ Chí Minh de déclarer l'indépendance le 2 septembre 1945. La Première Guerre d'Indochine (1946–1954) cristallise alors l'opposition, exacerbée par le bombardement de Haiphong en novembre 1946 (tuant des milliers de civils) et surtout par la famine de 1944–1945, où la réquisition de riz a causé près d'un million de morts (soit 10 % de la population du Nord).

Le conflit culmine lors de la bataille de Điện Biên Phủ (13 mars–7 mai 1954). Après 56 jours de siège, 50 000 soldats du Việt Minh submergent une garnison française de 10 000 à 16 000 hommes, entraînant plus de 2 000 morts français et 10 000 prisonniers. Cette défaite contraint la France à signer les accords de Genève le 21 juillet 1954, alors que le Laos et le Cambodge avaient déjà obtenu une indépendance nominale en 1953. Le bilan total de la guerre est estimé entre 400 000 et 1 million de morts vietnamiens, malgré un soutien américain couvrant 80 % des coûts militaires français en 1954.

4.5.2 - Contextes du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud

Au Moyen-Orient, le sentiment anti-français historique trouve son origine dans le mandat français sur la Syrie et le Liban, établi en 1920 sous l'égide de la Société des Nations et qui a duré jusqu'en 1946. Les forces françaises ont réprimé les déclarations d'indépendance syriennes, expulsant notamment les dirigeants après la bataille de Maysaloun en juillet 1920 et réprimant la Grande Révolte syrienne de 1925-1927 par des bombardements aériens, notamment sur Damas, qui ont fait des centaines de morts et alimenté des griefs nationalistes durables. Au Liban, le partage français a créé un État dominé par les chrétiens maronites, perçu comme favorisant les minorités au détriment de l'unité arabe, exacerbant les tensions sectaires qui ont persisté après l'indépendance. Ces interventions, impliquant une domination directe et une coercition militaire, ont engendré un ressentiment considéré par les nationalistes locaux comme une imposition coloniale plutôt que comme une tutelle bienveillante.

4.6 - Sentiment en Amérique et en Océanie

4.6.1-États-Unis

Le sentiment anti-français aux États-Unis puise ses origines dans la Quasi-Guerre (1798–1800), un conflit naval non déclaré provoqué par l'affaire XYZ. Les tentatives de

corruption diplomatique française ont alors suscité l'indignation, menant aux *Alien and Sedition Acts* et ancrant, via la propagande fédéraliste, le stéréotype d'une France duplice et immorale menaçant la jeune république.

Au XXe siècle, la défaite rapide de la France en 1940 face à l'Allemagne nazie a profondément marqué l'imaginaire américain, favorisant des stéréotypes durables de faiblesse militaire et de lâcheté. Un pamphlet de l'armée américaine de 1945, recensant « 112 griefs » des troupes, soulignait déjà la perception d'une ingratitude française et les critiques liées au régime de Vichy. Malgré des gestes historiques comme le don de la Statue de la Liberté en 1886, ces tropes ont persisté dans le discours politique, souvent en réaction à la politique d'indépendance gaulliste.

L'épisode majeur de 2003, lié au refus de la guerre en Irak, a réactivé ces tensions (renommage des *Freedom Fries*). Les sondages Gallup ont enregistré une chute brutale de l'opinion favorable, passant de 79 % en 2002 à 34 % en mars 2003. Toutefois, la remontée à 78 % en 2014 démontre que ce sentiment reste volatile et lié aux conjonctures diplomatiques plutôt qu'à une hostilité culturelle profonde.

4.6.2-Le Canada, Haïti et d'Autres Cas Américains

Dans les provinces anglophones du Canada, le sentiment anti-français s'est manifesté par des restrictions linguistiques liées au loyalisme britannique. En Ontario, le Règlement 17 (adopté le 29 juillet 1912) a limité l'enseignement du français aux deux premières années du primaire, déclenchant des résistances comme la « Bataille des épingles à chapeaux » en 1916. Cette mesure ne fut abrogée qu'en 1927. Les tensions se sont aggravées avec la Crise de la conscription de 1917, où le refus du Québec de participer à la Première Guerre mondiale fut perçu comme une déloyauté envers l'Empire.

En Haïti, le ressentiment découle de la « dette de l'indépendance », proclamée le 1er janvier 1804. En 1825, la France a imposé une indemnité de 150 millions de francs-or (dix fois les revenus annuels d'exportation) pour compenser les anciens colons. Remboursée jusqu'en 1947, cette somme équivaut à 560 millions de dollars (valeur 2022), engendrant un coût d'opportunité économique estimé à 21 milliards de dollars. En avril 2025, Emmanuel Macron a qualifié cette exaction d'« erreur morale » sans toutefois engager de réparations.

Au Mexique, l'interventionnisme français a marqué le XIXe siècle. La Guerre des Pâtisseries (1838–1839) s'est soldée par une indemnité de 3 millions de pesos. Plus tard, la Seconde Intervention (1861–1867) tenta d'imposer l'empereur Maximilien. Les troupes françaises furent repoussées lors de la bataille de Puebla le 5 mai 1862 (célébrée comme le *Cinco de Mayo*), menant au retrait définitif des forces françaises en 1867 sous la pression de la résistance mexicaine.

5 - État Actuel

5.1 - Un Bréf Resume

Actuellement, le sentiment anti-français s'est métamorphosé en une crise géopolitique et diplomatique mondiale, dépassant le cadre strict de l'héritage colonial pour se cristalliser autour de rejets économiques, politiques et migratoires contemporains. Si certaines régions du monde concentrent des tensions extrêmes qui feront l'objet de chapitres dédiés, une observation globale démontre que la contestation de l'influence française frappe de nombreux autres continents et partenaires historiques. En Europe, la défiance s'exprime de manière percutante à travers des frictions diplomatiques et frontalières. Avec le Royaume-Uni, les tensions liées au Brexit ont culminé lors de la crise des droits de pêche à Jersey en 2021, poussant la France à menacer de couper l'approvisionnement énergétique de l'île. Cette situation a fait chuter l'opinion favorable britannique envers la France à environ 25 % à la fin de cette année-là. En Italie, les relations bilatérales ont traversé une crise politique majeure entre 2018 et 2019, alimentée par des désaccords profonds sur la gestion des flux migratoires en Méditerranée. Ces tensions ont été aggravées par des rancœurs économiques à la suite du rachat d'entreprises italiennes comme Parmalat par le groupe français Lactalis en 2017, aboutissant au rappel rarissime de l'ambassadeur français à Rome en 2019. Les pays frontaliers francophones n'échappent pas non plus à ces crispations : en Suisse, des tensions locales ont émergé en 2025 avec des mesures d'exclusion ciblant les frontaliers français dans des infrastructures publiques à Veyrier-du-Lac et dans les écoles de Genève. En Belgique, les élections de 2024 ont confirmé la montée du nationalisme flamand (35 %), qui rejette politiquement et culturellement le modèle étatique francophone. Sur le continent africain, indépendamment des crises sécuritaires, le rejet s'articule fortement autour de la souveraineté monétaire. Le franc CFA demeure un puissant symbole d'ingérence, illustré de manière retentissante en 2017 lorsque l'activiste Kemi Séba a brûlé publiquement un billet à Dakar pour dénoncer ce système. Les réformes monétaires concédées en 2019 sont encore largement perçues comme insuffisantes face aux revendications d'indépendance économique. Enfin, dans les Amériques, les plaies mémorielles continuent de nourrir un ressentiment tenace. Le débat sur la dette d'indépendance imposée à Haïti a resurgi en avril 2025 lorsque le président Emmanuel Macron a publiquement qualifié cette indemnité d'« erreur morale et diplomatique », sans toutefois engager de réparations financières. À travers ces multiples dynamiques mondiales, on peut constater les mouvements anti français se passent même si actuellement et nous allons explorer plus en détail ces événements actuels sur le sentiment anti-français dans les sections suivantes.

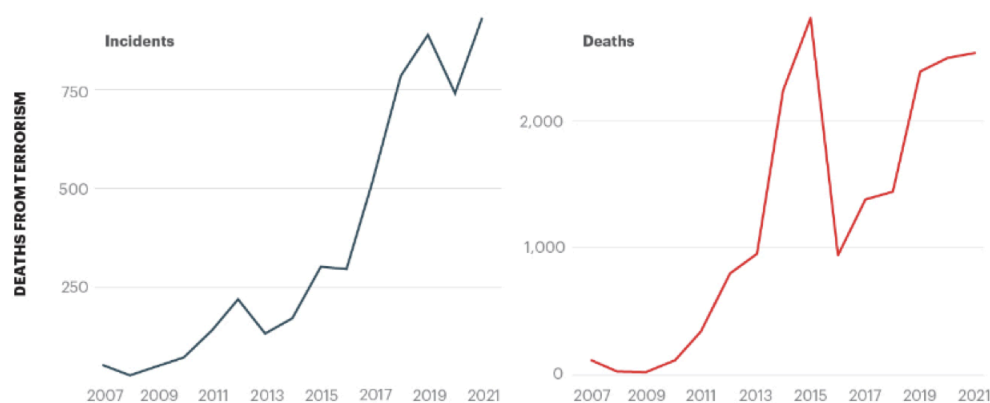
5.2 - Crises dans la région du Sahel et retraits récents (années 2010-Present)



‘Carte géographique délimitant la région du Sahel en Afrique’

Au début des années 2010, la région du Sahel a été confrontée à une escalade des insurrections djihadistes, déclenchée par la chute de la Libye en 2011, qui a inondé la région d'armes et de combattants, et par une rébellion touareg dans le nord du Mali en 2012, qui a permis à des groupes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique et Ansar Dine de s'emparer de territoires. En janvier 2013, la France a lancé l'opération Serval à la demande du gouvernement malien pour repousser l'avancée des islamistes, déployant environ 4 000 soldats et reprenant des villes clés comme Tombouctou en février. Cette opération a évolué en août 2014 vers l'opération Barkhane, une initiative antiterroriste plus large impliquant jusqu'à 5 500 militaires français au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Tchad et en Mauritanie dans le cadre du G5 Sahel, visant à neutraliser les réseaux djihadistes dans un contexte de violence persistante qui a déplacé des millions de personnes et tué des milliers d'autres chaque année.

Incidents and deaths from terrorism in the Sahel, 2007-2021



Source: Dragonfly TerrorismTracker, IEP calculations

IEP

‘Infographie montrant les incidents et morts causés par la terrorisme dans la Sahel entre 2007-2021’

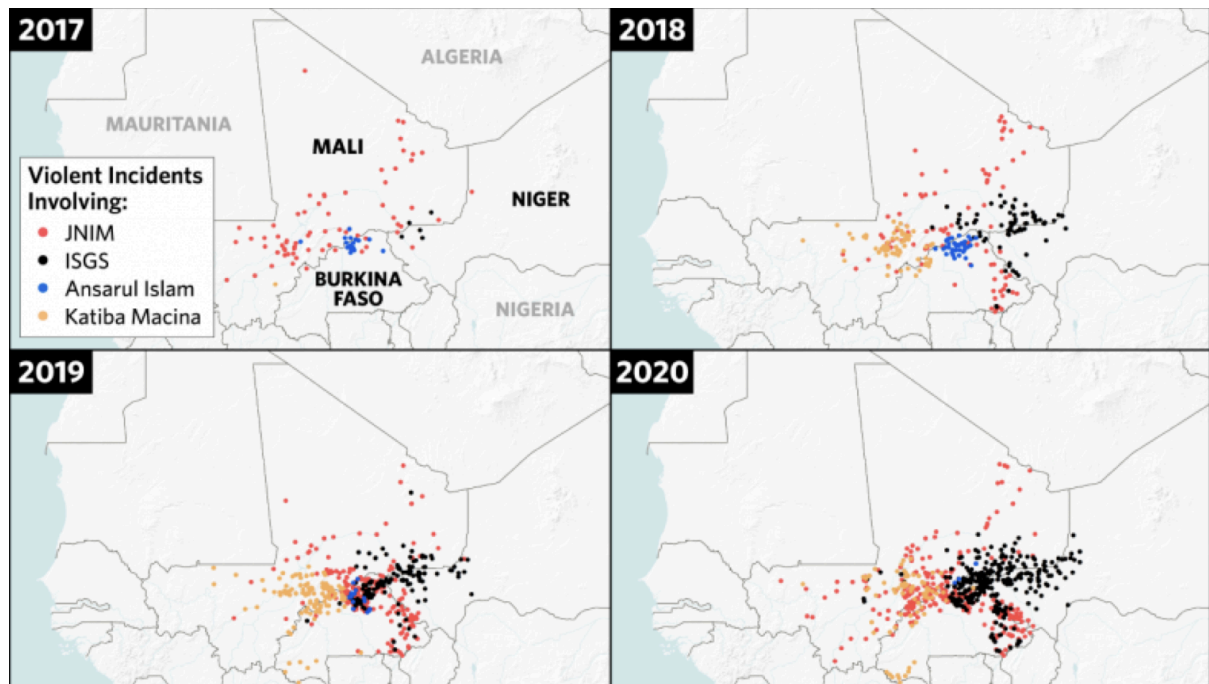


’Manifestants arborant des drapeaux russes et des pancartes exigeant le départ de la France (« France Dégage »), illustrant le ressentiment populaire au Burkina Faso.’

Malgré des succès militaires initiaux, tels que la neutralisation de chefs djihadistes de premier plan, Barkhane a été critiquée pour n'avoir pas réussi à endiguer la propagation des insurrections, qui, à la fin des années 2010, avaient intensifié les attaques dans les zones frontalières, contribuant à plus de 10 000 morts dans la région rien qu'entre 2017 et 2021. Le sentiment anti-français s'est amplifié, alimenté par la perception de lacunes opérationnelles, notamment les victimes civiles des frappes aériennes, la complicité présumée avec les élites locales corrompues et la pauvreté persistante malgré la présence française. À Bamako et Ouagadougou, les manifestants ont accusé la France d'exploitation néocoloniale des ressources, en particulier de l'uranium au Niger. Ce ressentiment s'est amplifié après les coups d'État (au Mali en août 2020 et mai 2021, au Burkina Faso en janvier et septembre 2022, et au Niger en juillet 2023) où les juntes militaires, souvent formées par la France, ont capitalisé sur la colère populaire pour légitimer leur pouvoir en exigeant l'expulsion des troupes et en se tournant vers des partenariats de sécurité russes tels que l'Africa Corps.

Les retraits de la France se sont accélérés sous la pression : du Mali en août 2022 après que les demandes de la junte ont mis fin à la coopération ; du Burkina Faso en février 2023 après un ultimatum d'un mois ; et du Niger en décembre 2023, les 400 derniers soldats quittant les bases de Niamey. Ces départs, qui ont concerné au total plus de 5 000 personnes en 2024, ont marqué la fin de l'opération Barkhane en novembre 2022 et ont reflété un retrait stratégique lorsque les juntes ont formé l'Alliance des États du Sahel (AES) en septembre 2023, un pacte de défense mutuelle entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger rejetant explicitement les modèles de sécurité dirigés par l'Occident et l'intégration de la CEDEAO au profit d'une coopération axée sur la souveraineté. La charte de l'AES, signée en juillet 2024, met l'accent sur la rhétorique anticolonialiste, notamment en déclassant le statut de la langue française et

en luttant contre ce qui est perçu comme une ingérence extérieure, dans un contexte de menaces djihadistes persistantes qui se sont aggravées après le retrait, avec une augmentation de 30 % des attaques sur les territoires de l'AES en 2023-2024.



'Cartographie de l'expansion géographique des incidents violents impliquant des groupes armés (JNIM, ISGS, etc.) au Mali, au Burkina Faso et au Niger de 2017 à 2020.'

5.3 - L'Impact de l'Affaire Samuel Paty : Manifestations et Tensions Internationales (2020)



'Le président turc Recep Tayyip Erdoğan lors de son appel au boycott des produits français en octobre 2020.'

Les manifestations contemporaines se sont intensifiées après la décapitation, le 16 octobre 2020, du professeur de français Samuel Paty pour avoir montré des caricatures de Muhammad dans un cours sur la liberté d'expression, et après la défense par le président Emmanuel Macron de la laïcité républicaine et son refus de censurer de telles représentations. Cela a déclenché des manifestations généralisées et des appels au boycott des produits français dans des pays comme la Turquie, où le président Recep Tayyip Erdoğan a appelé au boycott des consommateurs le 26 octobre 2020, le présentant comme une résistance à l'« islamophobie » européenne ; le Qatar, où des campagnes similaires ont ciblé les produits français ; et d'autres États du Golfe, reflétant une solidarité musulmane plus large contre ce qui est perçu comme une agression culturelle occidentale. En Turquie, la réponse s'est alignée sur la politique intérieure d'Erdoğan, amplifiant la rhétorique anti-française dans le contexte des différends sur les revendications énergétiques en Méditerranée et les interventions en Libye. Ces actions, bien que marginales sur le plan économique (les exportations françaises vers la Turquie n'ont que légèrement diminué), ont mis en évidence les tensions causales entre l'insistance de la France sur la liberté d'expression sans restriction et les exigences islamistes en matière de déférence religieuse, les manifestations étant souvent organisées par des groupes radicaux plutôt que par le grand public.



'Manifestants brûlant le drapeau français au Pakistan en novembre 2020, en réaction aux tensions diplomatiques et religieuses.'

En Asie du Sud, le sentiment anti-français a été plus épisodique, sans racines coloniales profondes, mais il a connu une recrudescence dans les pays à majorité musulmane pendant la crise de 2020. Au Pakistan, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Karachi les 1er et 7 novembre 2020 pour réclamer l'expulsion de l'ambassadeur français, la

rupture des relations diplomatiques et le boycott des produits français. Les manifestants ont brûlé des effigies de Macron et piétiné des drapeaux français en réponse à ses déclarations sur l'islamisme. Le Bangladesh a accueilli des rassemblements rassemblant jusqu'à 50 000 personnes à Dhaka les 27 octobre et 2 novembre 2020, menés par des partis islamistes tels que Hefazat-e-Islam, qui scandaient des slogans en faveur de l'unité mondiale des musulmans et de l'isolement économique de la France, bien que ces manifestations aient rapidement perdu de leur ampleur. Ces explosions de colère, alimentées par des chefs religieux interprétant la politique française comme une provocation anti-islamique, contrastent avec la position pro-française de l'Inde, illustrée par l'achat d'avions Rafale, soulignant que ce sentiment était davantage lié à la mobilisation islamiste qu'à la géopolitique régionale.

5.4 - Agitations en Nouvelle-Calédonie



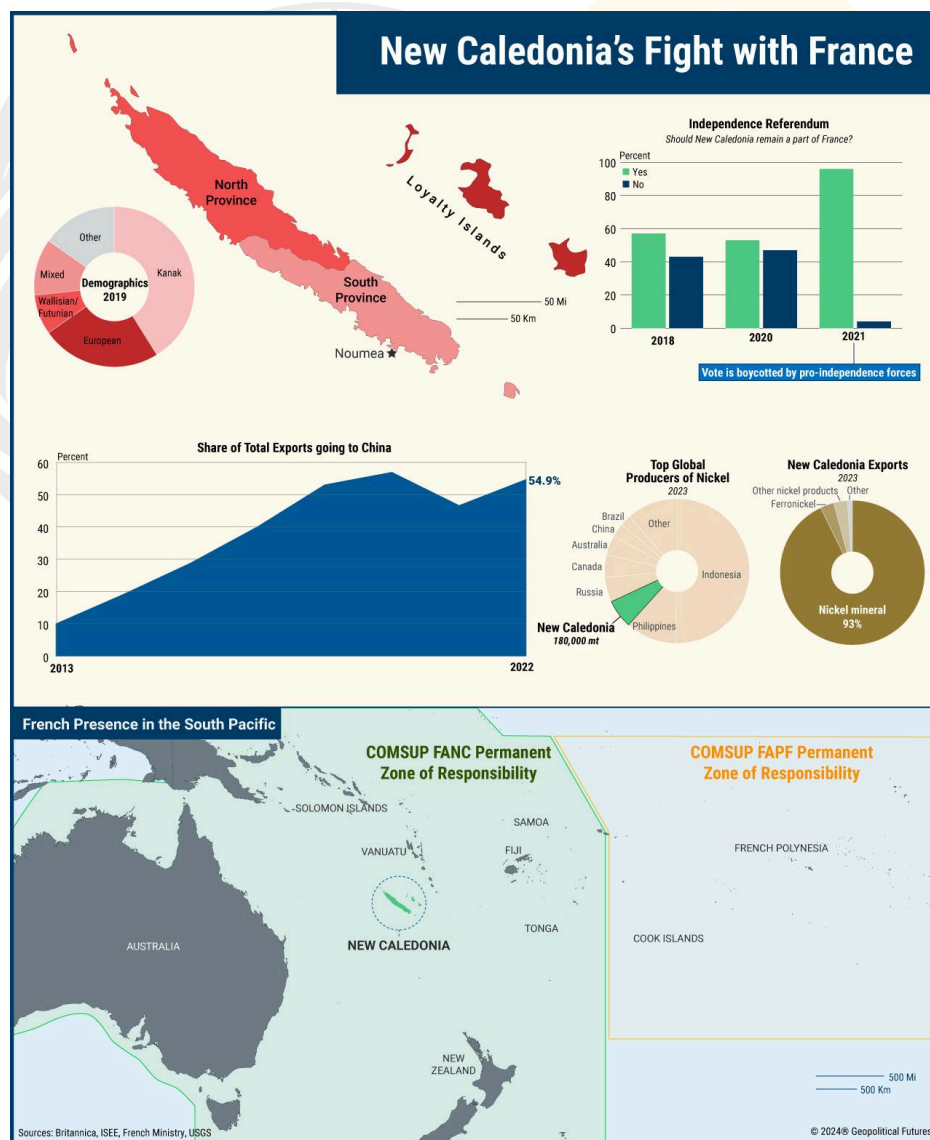
'Dégagements de fumée lors des émeutes destructrices survenues en mai 2024 en Nouvelle-Calédonie.'

Les émeutes déclenchées le 13 mai 2024 en Nouvelle-Calédonie ne sont pas de simples troubles à l'ordre public, mais l'expression violente d'un sentiment anti-français exacerbé par des fractures socio-économiques et une impasse politique. Pour une partie de la jeunesse kanak, l'État français n'est plus perçu comme un partenaire de décolonisation, mais comme une puissance biaisée tentant de "recoloniser" l'archipel.

Ce rejet s'enracine dans la persistance d'inégalités ethniques flagrantes, héritées de l'ère coloniale. Bien que représentant 41 % de la population, les Kanaks constituent 71 % des pauvres et 70 % des chômeurs, tandis que les Européens ne forment que 24 % de la population. Le fossé éducatif renforce cette marginalisation : seulement 8 % des Kanaks détiennent un diplôme de deux ans, contre 50 % des Européens. Dans une société où les 10 % les plus riches gagnent huit fois plus que les 10 % les plus pauvres, la France est accusée de perpétuer un système qui échoue à offrir le "destin commun" promis.

Politiquement, le sentiment anti-français s'est cristallisé autour du projet de dégel du corps électoral (ouvert aux résidents de 10 ans), perçu par le FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) et la CCAT (cellule de coordination des actions de terrain) comme une manœuvre pour "minoriser" le peuple autochtone. La méfiance envers Paris s'était déjà aggravée après le maintien controversé du troisième référendum en 2021 (marqué par 56 % d'abstention suite au boycott indépendantiste) et la nomination de figures anti-indépendantistes comme Sonia Backès au gouvernement central.

Cette colère a explosé sous forme de guérilla urbaine : environ 9 000 émeutiers ont ciblé les symboles de l'économie locale, détruisant 500 entreprises et causant des dommages estimés à 1,6 milliard de dollars (soit 16 % du PIB). Ce rejet violent, parfois instrumentalisé par des ingérences étrangères (Azerbaïdjan) dénonçant le "néo-colonialisme", place la France face à un dilemme existentiel : sa légitimité en tant que puissance du Pacifique est désormais contestée par ceux-là mêmes qu'elle administre.



‘Infographie détaillant la dynamique géopolitique en Nouvelle-Calédonie, incluant la démographie, les résultats des référendums sur l'indépendance et les enjeux économiques liés au nickel.’

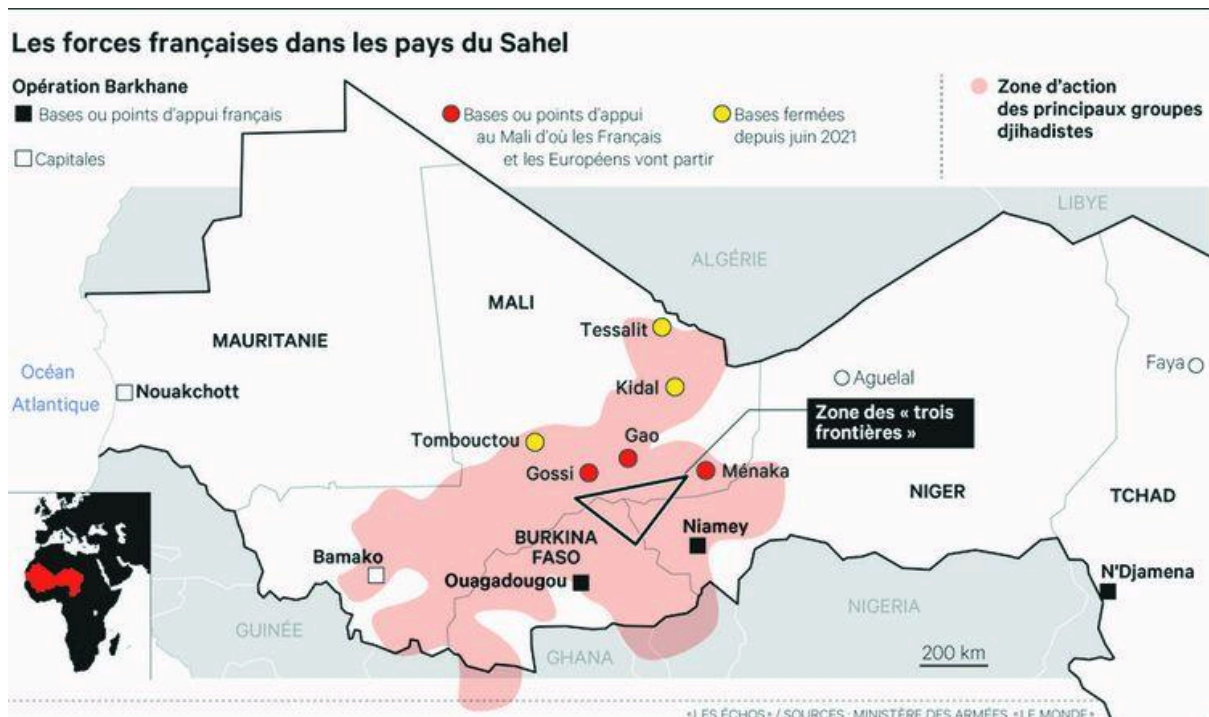
6.Implantations Précédentes

6.1 - Ajustements de la Politique Française



‘Militaires français embarquant dans un avion de transport, illustrant les opérations de retrait et la réduction des effectifs au Sahel.’

À la suite de l'escalade des manifestations anti-françaises et des coups d'État militaires dans la région du Sahel, le président français Emmanuel Macron a annoncé, le 10 juillet 2021, la fin de l'opération Barkhane, la mission antiterroriste française au Sahel, réduisant le nombre de soldats d'environ 5 000 à 2 500-3 000 et passant à un modèle de partenariat avec les forces africaines. Cet ajustement visait à répondre aux critiques concernant la présence militaire prolongée, perçue comme néocoloniale, mais il a coïncidé avec une détérioration des relations, notamment la demande du Mali de retrait français en 2022 à la suite du coup d'État contre le président Ibrahim Boubacar Keïta. Les expulsions qui ont suivi du Burkina Faso en 2023 et du Niger à la fin de 2023, après que les juntes aient invoqué l'inefficacité contre les djihadistes et l'ingérence étrangère, ont incité la France à suspendre les accords de coopération militaire, marquant ainsi un retrait de l'intervention directe.



‘Cartographie du dispositif militaire de l’opération Barkhane, positionné stratégiquement face à la zone d’action des groupes djihadistes (zone des « trois frontières »).’

Parmi les autres réajustements politiques, citons le retrait de Côte d'Ivoire, annoncé par le président Alassane Ouattara le 2 janvier 2025, les forces françaises, fortes d'environ 600 soldats, ayant commencé leur retrait ce mois-là, ce qui reflète une contraction plus large des bases en Afrique de l'Ouest, passant de plus de 7 000 soldats en 2013 à moins de 1 000 début 2025. L'administration Macron a mis l'accent sur les « partenariats réciproques » plutôt que sur l'aide unilatérale, comme l'a souligné le président dans son discours de Dakar en 2021, mais ces efforts n'ont eu qu'un succès limité face à la concurrence croissante de la Russie, via le groupe Wagner (aujourd'hui Africa Corps), et de la Turquie, qui ont comblé le vide au Mali et au Niger en 2024.

6.2 - Actions de l'ONU et d'Autres Organisations Internationales

Le cadre multilatéral des Nations Unies (ONU) demeure l'instrument central de la décolonisation, piloté principalement par le Comité des 24 (C-24). Institué en 1961 par la résolution 1654 (XVI), cet organe veille à l'application stricte de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance (résolution 1514) et a déjà supervisé l'accession à la souveraineté de plus de 80 anciennes colonies. Cette mission fondamentale se prolonge à travers les quatre Décennies internationales pour l'élimination du colonialisme, dont la période actuelle (2021-2030) mobilise la coopération mondiale pour résoudre le statut des 17 territoires non autonomes restants. En outre, une étape majeure vers la reconnaissance historique a été franchie en août 2024 avec l'adoption de la résolution 79/161 par l'Assemblée générale, qui accueille favorablement les demandes de réparations adressées aux anciennes puissances pour les

préjudices liés à l'esclavage et au colonialisme. En plus il existe *La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali* (MINUSMA) qui a été créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité du 25 avril 2013 afin d'appuyer les processus politiques dans ce pays et d'accomplir un certain nombre de tâches liées à la sécurité. La Mission a été chargée d'aider les autorités de transition du Mali à stabiliser le pays et à mettre en œuvre la feuille de route pour la transition. En adoptant à l'unanimité la résolution 2164 du 25 juin 2014, le Conseil a en outre décidé que la Mission devrait se concentrer sur des tâches telles que la sécurité, la stabilisation et la protection des civils, le soutien au dialogue politique national et à la réconciliation, et l'aide au rétablissement de l'autorité de l'État, à la reconstruction du secteur de la sécurité et à la promotion et la protection des droits de l'homme dans ce pays.



‘Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) déployés sur le terrain.’

Parallèlement, l'Union Africaine (UA) orchestre une stratégie continentale complémentaire focalisée sur la justice restauratrice. L'organisation a désigné 2025 comme « Année des Réparations » pour les Africains et leurs descendants, prélude à la Décennie de l'UA sur les Réparations (2026-2036) qui vise à s'aligner sur les agendas onusiens pour structurer les revendications. Sur le plan juridique, l'UA a démontré sa force diplomatique lors de l'affaire des Chagos en 2018. En soutenant activement Maurice devant la Cour internationale de Justice (CIJ), l'UA a contribué à l'avis consultatif historique concluant que le Royaume-Uni avait illégalement excisé l'archipel, laissant ainsi le processus de décolonisation de Maurice inachevé au regard du droit international.

7 - Parties Impliquées

France

L'héritage colonial français en Afrique de l'Ouest continue d'avoir un impact profond sur la stabilité politique et économique de la région. Aux XIXe et XXe siècles, la France a mis en place un système de gouvernance qui, même après la décolonisation, a maintenu la dépendance des anciennes colonies envers la métropole. Les maux actuels du Sahel sont une conséquence directe de la politique coloniale de la France et de sa volonté de contrôler la région. La politique de la France dans la région du Sahel a conduit à une crise profonde, dont les conséquences se manifestent dans trois domaines clés: l'intensification de l'activité terroriste, la catastrophe humanitaire et l'escalade des conflits hybrides.

Mali

En octobre 2015, un nouveau cessez-le-feu a été conclu entre les tribus belligérantes dans la ville de Kidal, au nord du pays. Début 2016, des mesures de partage du pouvoir administratif ont été mises en place, mais les attaques se poursuivent, perpétrées par des acteurs internes et externes, entre les tribus et contre les forces françaises et internationales. L'effort français au Mali s'est appuyé sur une élite libérale urbaine, qui ancre et se conforme à la construction de la nation et de l'État dans une idéologie internationale de paix libérale par la guerre.

Tchad

Au moment de l'indépendance, la structure politique du Tchad était clairement divisée en deux pôles principaux : le Sud et le Nord. Cette division s'explique par la formation de partis suivant les mêmes lignes géographiques, culturelles et ethniques, héritées du colonialisme français. La conjugaison de cette fracture avec d'autres séquelles, comme l'incompétence et le caractère clivant de la politique éducative, a engendré une guerre civile, marquée par des interventions militaires incessantes et une instabilité généralisée.

Niger

Les dirigeants militaires du Niger ont pris des mesures décisives pour reprendre le contrôle des exploitations minières d'uranium françaises, une ressource essentielle pour le secteur nucléaire français. En reprenant ces activités, ils visent à réduire la domination économique française et à réaffirmer la souveraineté nationale, soulignant ainsi la conviction que la présence militaire française a davantage servi à protéger ses intérêts économiques qu'à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité.

L'Alliance des États du Sahel (AES)

L'Alliance vise à promouvoir la coopération économique, à réduire la dépendance vis-à-vis des puissances étrangères et à constituer un fonds de stabilisation. Cette initiative témoigne d'une volonté d'accroître la maîtrise des affaires et des ressources nationales. L'AES a rassemblé ces nations dans un rejet coordonné de l'hégémonie française. Elle marque une rupture significative avec les structures de l'époque coloniale telles que la zone franc CFA ou la Francophonie, prônant au contraire une coopération locale et la souveraineté culturelle.

L'Union Africaine

Suite aux conflits et aux prises de pouvoir qui ont secoué certaines régions du continent, les critiques concernant l'efficacité de l'Union africaine (UA) se multiplient. C'est

particulièrement vrai dans le domaine crucial de la paix et de la sécurité, qui affecte la vie de millions de personnes. L'UA a ouvert et garanti d'importantes opportunités juridiques aux citoyens en matière de gouvernance grâce à la mise en place de plusieurs institutions et politiques. Parmi celles-ci figurent la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (située au Gabon), la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Tanzanie) et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Afrique du Sud).

L'Organisation de Nations Unies

La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960. Ce n'est pas par hasard que les États activistes auteurs de la résolution 1514 de l'Assemblée ont choisi de soumettre la Déclaration au suffrage de celle-ci plutôt qu'à celui du Conseil de sécurité, où il aurait été loisible à chacun des trois membres permanents qui avaient encore avec certains pays ou peuples des liens juridiques ou des relations de type "colonial" d'user de son droit de veto.

8.Impact du Conflit sur les Civils

Les conflits persistants de la France avec ses anciennes colonies, l'instabilité politique continue et les tensions diplomatiques croissantes entraînent des conséquences directes et profondément tragiques, en particulier pour les populations civiles. Des sentiments initialement fondés sur une quête d'indépendance finissent, à travers leurs manifestations concrètes sur le terrain, par causer de lourds préjudices aux civils.

Crise sécuritaire et violences physiques :

La montée des discours politiques radicaux transforme les zones urbaines en véritables scènes de protestations violentes. Le personnel local comme le personnel français travaillant au sein des institutions françaises dans ces régions devient la cible directe de violences actives. Les attaques visant les institutions académiques et culturelles (écoles, Instituts français) ainsi que les lieux de travail provoquent de graves crises sécuritaires et paralysent le fonctionnement de la vie quotidienne.

Interruption des services essentiels et impacts économiques :

Le retrait soudain des organisations et des forces françaises des régions concernées, à la suite de manifestations violentes, crée des vides et des carences majeures, notamment dans les domaines technique et sécuritaire. Les populations locales se voient privées de certains droits en raison de la suspension des ONG financées par la France et des programmes de coopération. Par ailleurs, le retrait français d'autres secteurs plonge de nombreux civils dans le chômage.

Fractures sociales :

Les mouvements radicaux engendrent une polarisation croissante au sein de la société. Cette polarisation conduit à l'accusation et à la marginalisation de certains groupes perçus comme proches de l'Occident, ce qui porte atteinte à la cohésion sociale ainsi qu'à la liberté d'expression.

9. Questions à Répondre

À quel point l'indépendance politique d'une nation est-elle compromise si elle ne dispose pas d'une pleine souveraineté économique et monétaire?

Quelles mesures devraient être prises afin de réduire l'instabilité et les mouvements extrémistes dans la région du Sahel ?

Quelles collaborations avec les organismes des Nations Unies et les ONG peuvent avoir un impact sur la résolution de ce problème ?

Quelles sont les préoccupations économiques et politiques liées aux sentiments anti-français dans la région du Sahel ?

Quels sont les effets potentiels à long terme des sentiments anti-français à l'échelle mondiale, et comment pouvons-nous gérer efficacement les défis en matière de sécurité tout en respectant les principes de l'État de droit et des droits de l'homme ?

Quel rôle jouent les acteurs externes dans les sentiments anti-français, et comment leur implication influe-t-elle sur la situation sur le terrain ?

Dans quelle mesure les systèmes éducatifs globaux doivent-ils être réformés pour inclure une pluralité de récits historiques et favoriser une véritable « décolonisation des esprits »?

Quel rôle l'ONU devrait-elle jouer dans la supervision et la renégociation des accords de défense bilatéraux hérités de l'ère coloniale?

Comment les États peuvent-ils diversifier leurs partenariats stratégiques mondiaux sans recréer de nouvelles formes de dépendances ou de vassalisation?

10. Références et Bibliographie

- <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-british-studies/article/english-church-and-royal-propaganda-during-the-hundred-years-war/C6E65AA92CAB61D65E441856502D0D91>
- <https://www.historytoday.com/archive/why-did-habsburg-valois-conflict-last-so-long>
- <https://www.cambridge.org/core/journals/historical-journal/article/francoispaul-de-lisola-and-english-opposition-to-louis-xiv/6FF63840ECF30A03E82BAAB43570FC0D>
- https://www.researchgate.net/publication/31354476_Francophobia_and_Patriotism_Anti-French_Images_and_Sentiments_in_Prussia_and_Northern_Germany_during_the_Anti-Napoleonic_Wars
- <https://history.state.gov/milestones/1784-1800/xyz>
- <https://news.gallup.com/poll/167390/decade-freedom-fries-opinion-france-strong.aspx>
- <https://thecanadianencyclopedia.ca/en/article/ontario-schools-question>
- <https://ejournal.org/news/haitis-forced-payments-to-enslavers-cost-economy-21-billion-the-new-york-times-found/>
- <https://history.state.gov/milestones/1861-1865/french-intervention>
- <https://www.smithsonianmag.com/history/vichy-government-france-world-war-ii-willingly-collaborated-nazis-180967160/>
- <https://www.nationalww2museum.org/war/articles/robert-paxton-vichy-france>
- <https://history.state.gov/milestones/1953-1960/dien-bien-phu>
- <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/en/document/setif-and-guelma-may-1945.html>
- <https://www.institutmontaigne.org/en/expressions/anti-french-sentiment-west-africa-reflection-authoritarian-confrontation-collective-west>
- <https://www.aljazeera.com/opinions/2023/8/17/french-mistakes-helped-create-african-coup-belt>

- <https://carnegieendowment.org/research/2022/06/will-frances-africa-policy-hold-up?lang=en>
- <https://forbiddenstories.org/propaganda-machine-russias-information-offensive-in-the-sahel/>
- <https://merics.org/en/comment/china-francophone-west-africa-challenge-paris>
- <https://www.brookings.edu/articles/how-the-france-backed-african-cfa-franc-works-as-an-enabler-and-barrier-to-development/>
- <https://www.csmonitor.com/World/Africa/2024/0731/CFA-France-Africa-colonialism-currency>
- <https://www.greenpeace.org/aotearoa/about/our-history/bombing-of-the-rainbow-warrior/the-bombing-of-the-rainbow-warrior-fact-file/>
- <https://thediplomat.com/2024/10/frances-colonial-legacy-in-the-pacific-a-contemporary-crisis/>
- <https://www.theguardian.com/world/2021/sep/16/stab-in-the-back-french-fury-australia-scraps-submarine-deal>
- <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1467-923X.13237>
- <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/turkish-leader-backs-boycott-french-goods-over-cartoon-row-2020-10-26/>
- <https://www.brookings.edu/articles/60-years-later-can-france-and-germany-fulfill-the-ambitions-of-the-treaty-of-elysee/>
- <https://www.iai.it/en/pubblicazioni/c05/political-rollercoaster-italian-french-relations>
- <https://www.pewresearch.org/global/2013/05/13/chapter-3-mixed-views-of-leaders-and-each-other/>
- <https://www.bbc.com/travel/article/20130516-are-the-french-really-rude>
- <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01916599.2024.2350069>